

[Voir cette newsletter dans votre navigateur](#)



AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

BANQUE des
TERRITOIRES



décider
ensemble

INSTITUT
DE CONCERTATION
POUR LA PARTICIPATION
CITOYENNE

Tous les deux mois, Territoires en Commun vous propose de découvrir une thématique d'inspiration autour des enjeux, expériences et bonnes pratiques en matière d'engagement citoyen et de coopérations.

Thématique du mois

Genre et Participation

La démocratie participative a pour ambition d'inclure un public large en touchant notamment celles et ceux qui connaissent l'exclusion et les discriminations au sein de la société. Le genre occupe nécessairement une place centrale dans cette ambition, d'autant que la participation citoyenne est un secteur professionnel majoritairement composé de femmes.

Pourtant, le constat est souvent fait que les femmes, qu'elles soient élues, participantes ou animatrices, n'y trouvent pas une place égale à celle des hommes. Comment penser et mettre en oeuvre l'intégration des femmes dans les démarches participatives ?

Je suis une collectivité, je souhaite préciser mon besoin sur cette thématique.

C'est ici !

En introduction...

ARTICLE - La démocratie participative a-t-elle un sexe ?

La démocratie représentative a longtemps, indubitablement et officiellement, eu un seul sexe. Affichant ses ambitions inclusives et égalitaristes, la démocratie participative s'est imposée comme une proposition corrective pour tous les groupes subalternes historiquement exclus de la représentation politique, au premier rang desquels les femmes... Quels en sont ses résultats empiriques ?

Découvrez cet article

Projets démocratiques et expériences territoriales pour vous inspirer



Introduction au chantier Genre et Participation de l'ICPC

Le cycle de rencontres de l'ICPC Genre et Participation s'est ouvert par un webinaire partageant l'état de la connaissance sur le sujet. Intervenantes : Catherine Achin, professeure de science politique et Nolwen Le Chevalier, autrice d'un mémoire "Le genre dans la participation : quels leviers d'inclusion ?".

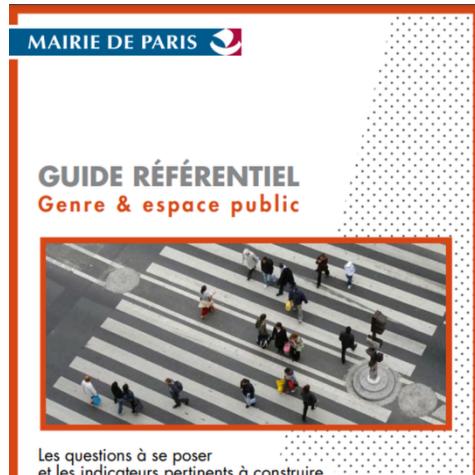
[En savoir plus](#)



Les habitants du quartier La Source prennent la parole dans le NPRU

Fin 2018, la Métropole d'Orléans s'engage pour que le Nouveau Projet de Renouvellement Urbain des quartiers (NPRU) contribue à l'égalité entre les femmes et les hommes. L'association Ville au Carré revient sur cette démarche et ses actions (sensibilisation et mobilisation des femmes en non-mixité, feuille de route...).

[En savoir plus](#)



Guide référentiel Genre & Espace public

Face au constat que l'usage de l'espace public répond à des codes sexués, ou "normes de genre", la Mairie de Paris a édité en 2016 un guide destiné aux urbanistes et aux personnes en charge de l'aménagement. Il interroge l'ensemble des compétences qui ont trait au "vivre ensemble dans la cité" au prisme du genre.



Faire Genre : le premier podcast du genre

Afin de diffuser et de rendre plus accessibles les recherches françaises sur le genre et les sexualités, l'Institut du Genre a travaillé avec Binge Audio pour concevoir le podcast « Faire Genre ». Chaque mois, Laurène Daycard convie une chercheur.e spécialiste des questions de genre pour interroger et éclairer une notion.

[En savoir plus](#)[En savoir plus](#)

Votez pour les thématiques des projets partagés proposés par l'ANCT

C'est vous qui décidez ! L'ANCT propose d'accompagner les collectivités territoriales autour de thématiques de politiques publiques jugées prioritaires pour les territoires. Les collectivités votent selon leurs enjeux. En fonction de leur popularité, un thème est choisi pour faire l'objet d'un projet partagé.

[Votez pour une thématique](#)

Le concept du mois : la légitimité

Les dispositifs de démocratie participative légitiment-ils les décideurs ou les décisions ? Dans un contexte de défiance à l'égard des institutions politiques et de leurs démarches participatives, cette question apparaît centrale dans le rapport de confiance citoyen·nes-élu·es-agent·es. D'autant que la forte médiatisation de certains dispositifs nationaux, tels que la Convention Citoyenne pour le Climat, ont attiré les projecteurs sur ces dispositifs, et sur leurs défaillances. Dans un contexte de crise écologique, qui demande l'anticipation de nombreuses conséquences à venir et en cours (renoncements, rationnements, déplacements...), la question de la légitimité de ces choix difficiles s'avère fondamentale, en particulier sur les territoires les plus exposés.

La légitimité est entendue comme le droit reconnu à une personne, ou plusieurs personnes, de parler et d'agir au nom de principes, valeurs, règles, lois... Le *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation* (ou *DicoPart*) rappelle qu'originellement, la légitimité concerne le pouvoir. Dans une approche bourdieusienne la légitimité est d'abord celle des dominants : "est légitime une institution ou une action ou un usage qui est dominant et méconnu comme tel, c'est-à-dire tacitement reconnu comme légitime."

L'émergence de la démocratie participative a contribué à l'extension du champ de la légitimité, des domaines du pouvoir vers celui des actes et expressions du quotidien des individus. La légitimité devient dès lors légitimation, à travers une multiplicité de preuves à apporter, d'arguments rationnels et cohérents à structurer, de compromis et d'ajustements à élaborer... La légitimation suppose donc l'interaction avec une diversité d'acteurs.

Cette extension est génératrice de multiples conflits avec les sources traditionnelles de légitimité. D'abord, celle fondée sur la représentation et l'élection : est légitime non moins la décision prise par un "bon" représentant (élu démocratiquement, sur la base d'un programme clair et de taux de participation raisonnablement forts), que celle prise par un bon processus participatif (impliquant les normes de la bonne concertation, une information exhaustive, des arguments rationnels, des taux de participation forts et favorisant la diversité...). Ensuite, la

légitimité fondée sur le savoir, l'expertise, l'expérience détenus par celui ou celle qui prend la décision : ce n'est plus le savoir d'un·e seul·e qui fonde la légitimité, mais l'intégration à la décision de savoirs multiples et partagés, conjugués à travers une ingénierie participative et des compétences d'intelligence collective.

Cela dit, en même temps qu'elle les ouvre, la démocratie participative offre des pistes de résolution de ces conflits. Le changement de posture des élus et des agents pour rendre leur mandat "participatif", et intégrer la participation citoyenne de manière transversale dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques publiques contribue à réconcilier légitimité élective et légitimation participative. L'idée que le collectif contribue à réduire le risque d'erreur dans la prise de décision permet également un changement de posture de l'ingénieur, de la figure du "sachant" vers la culture du savoir partagé. [La foule a plus souvent raison que l'individu](#), c'est ce que le chercheur Mehdi Moussaid, et sa chaîne YouTube Fouloscopie qui documente ses recherches participatives, a expérimenté, en s'appuyant sur des articles scientifiques. Un avis partagé par Christian Morel dans son ouvrage *Les décisions absurdes*, où il affirme que des débats contradictoires mènent à [des décisions plus fiables](#).

Cette réconciliation entre les représentant·es, les agent·es, les ingénieur·es, les technicien·nes et les citoyen·nes est un horizon qui, loin d'être tranquille ou spontané, suppose un travail collectif d'acculturation et d'outillage. Les centres de ressources (dont celui de Territoires en Commun), professionnel·les du changement de culture et structures de formation et d'acculturation se développent pour accompagner ces transformations induites par l'évolution des sources de légitimité.

Pour aller plus loin : le DicoPart

Actualités des partenaires de Territoires en Commun



Reprise du cycle de rencontres Conflits



Webinaire de rentrée du DémocMètre le 7 février de 11h à 12h30

Grande cause des Territoires 2022-23, le DémocMètre est le premier indice conçu

L'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne relance un chantier important qui avait été suspendu en 2022 portant sur la conflictualité dans les dispositifs participatifs. Il s'agit de mieux comprendre la montée de la conflictualité sur les projets de transition (radicalisation des discours, violences verbales de plus en plus fréquentes...). S'agit-il d'un biais de perception ou d'une réalité avérée ?

pour évaluer et renforcer la démocratie locale de manière participative, co-construit par Démocratie Ouverte. Ce webinaire partagera les premiers enseignements de sa phase pionnière avec des élus et agents des collectivités utilisatrices, des membres du comité d'orientation du projet et des partenaires opérationnels et financiers. Il sera également l'opportunité d'un échange sur les enjeux d'une diffusion grand public au second semestre 2023.

[En savoir plus](#)
[S'inscrire au webinaire](#)


Webinaire "Les conventions citoyennes pour sauver le climat ?"

Dans le cadre du 60e anniversaire de la signature du Traité de l'Elysée et soutenu par le Fonds citoyen franco-allemand, l'association allemande Mehr Demokratie et Décider Ensemble vous proposent un webinaire sur "Les conventions citoyennes pour sauver le climat ?" le **19 janvier de 17h à 18h30 sur Zoom** avec traduction simultanée français-allemand.

[S'inscrire](#)
[En savoir plus](#)


L'ANCTour : le grand rendez-vous du 31 janvier 2023 !

Pour marquer ses 3 ans d'existence, l'Agence nationale de la cohésion des territoires organise un événement dans un format exceptionnel, au Palais des Congrès de la porte Maillot, à Paris, le 31 janvier 2023. Un RDV ouvert aux élus, à leurs équipes, aux services de l'État, aux opérateurs, à la presse, aux étudiants...

A vos agendas !

Le 31 janvier 2023

Webinaire "Contribuez à la construction de la future DOthèque de Démocratie Ouverte !"

[En savoir plus](#)**Je suis une collectivité et je souhaite partager mes événements****Envoyez vos actualités à Territoires en Commun à cette adresse :**
editorialisation@territoires-en-commun.fr**Des questions ou des commentaires ?**

Contenus en Creative Commons 2023 Territoires en commun. N'hésitez pas à partager !

Notre adresse :

Vous voulez changer vos préférences de réception ?
Vous pouvez [mettre à jour vos préférences](#) ou [vous désinscrire](#)